



Décision individuelle N° 2019-372

Pétitionnaire : OCTOPUCE Production

Adresse : Ex-école de Chavailles, 04420 PRADS-HAUTE-BLEONE

Nature de la demande : prises de vues et de sons (dans le cadre d'une activité professionnelle ou à but commercial)

Intitulé du projet : « Il était un Verdon, une rivière et des hommes... » (teaser et photographies)

Localisation : Secteur d'Allos et alentours (dont lac d'Allos)

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Considérant la demande formulée en date du 4 juillet 2019 par Madame KARS Nelly, présidente d'OCTOPUCE Production,

Considérant que ce projet de documentaire a pour objectif de mettre en avant le patrimoine naturel du Parc

Considérant que le projet est sous tutelle du programme d'éducation environnemental « Les Marcheurs de la Terre © », garantissant un certain niveau de qualité et d'éthique lors du tournage,

Considérant que la demande est à ce titre susceptible de correspondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur, à savoir « 1° réalisation de films, reportages ou documents didactiques ou pédagogiques » liés au territoire du Mercantour,

Considérant toutefois la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir son concours ou sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur et de conservation du caractère de celui-ci,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société OCTOPUCE Production, représenté par sa présidente, Madame KARS Nelly et Monsieur LAMBERT Bruno, réalisateur, sont autorisés à effectuer des prises de vues et de sons dans un cadre professionnel ou à des fins commerciales dans le cœur du Parc national du Mercantour.

Ces prises de vues et de sons ont vocation à réaliser un documentaire de 52 minutes intitulé « Il était un Verdon, une rivière et des hommes... ».

Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

- *Prescriptions particulières liées aux effectifs du tournage*

2.1. Dans le cœur du Parc national du Mercantour, l'effectif de l'équipe de réalisation est limité à 10 personnes maximum toutes catégories comprises (réalisateur, photographe, techniciens, acteurs, personnes interviewées etc.).

- *Prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques terrestres*

2.2. Les prises de vues devront être organisées de telle sorte qu'elles n'occasionnent aucun dérangement de la faune sauvage et domestique, ni dégradation du milieu naturel ou des gravures rupestres, de quelque manière que ce soit.

A ce titre, sont notamment interdits :

- la poursuite de toute espèce animale ;
- tout affût sous tente ou sous abri confectionné à partir de matériaux prélevés dans le cœur du parc national.

2.3. A l'exception des trépieds et perches, aucun autre support de matériel de prise de vues ayant une portance au sol n'est autorisé (type rail de travelling, grue...).

2.4. Les prises de vues nocturnes en extérieur sont autorisées sous réserve de n'utiliser aucun appareil d'éclairage artificiel, hors éclairage portatif individuel autonome.

2.4. Toute publicité, sous quelque forme que ce soit, est interdite dans le cœur du Parc national.

A ce titre, les bénéficiaires sont tenus de ne pas réaliser de placement de produits, de marque commerciale ou de services commerciaux dans les prises de vues réalisées en cœur de parc.

- *Prescriptions particulières liées à la circulation*

2.5. La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et stationner au-delà du parking du Laus.

- *Prescriptions particulières liées aux prises de vues et de sons réalisées à l'aide de moyens techniques aériens*

2.6. La présente décision ne vaut pas autorisation dérogatoire à l'interdiction de survol d'aéronefs motorisés à moins de 1000 mètres du sol dans le cœur du parc national, y compris « drones ».

- *Prescriptions particulières liées aux mentions du générique, à la réutilisation des images et au reversement des documents*

2.7. OCTOPUCE Productions est tenu de faire figurer dans le reportage et sur les photographies réalisées, la mention « réalisé(e) dans le Parc national du Mercantour, avec l'autorisation du Directeur »

2.8. OCTOPUCE Productions est tenu de ne pas réutiliser ou commercialiser les images réalisées dans le cadre de la présente décision, à d'autres fins ou dans un autre contexte que le documentaire énoncé à l'article 1.

2.9. Dans un délai de 3 mois à compter de l'échéance de la présente, OCTOPUCE Productions transmettra au siège de l'Établissement public du Parc national du Mercantour :

- une copie du documentaire ou un lien Internet lui permettant de visionner le teaser sans limite de durée de validité ;
- une copie haute définition d'une sélection d'au moins 5 clichés réalisés dans le cœur du parc national.

2.10. Les copies de ces documents seront libres de droit d'utilisation dans le cadre exclusif des activités gratuites pédagogiques et/ou d'information menées par l'Établissement public du parc national (animations, conférences, plaquettes, communication visuelle...), hors utilisation sur les réseaux virtuels et sous réserve de la mention obligatoire «© Octopuce Production 2019 ».

Toute utilisation commerciale fera l'objet d'une convention financière entre la société de production et l'Établissement public.

Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour la période du 12 au 18 août 2019 et sur le territoire de la commune d'Allos (en cas de report ou complément, le bénéficiaire devra en informer le service territorial Verdon (voir coordonnées ci-dessous).

En cas de mauvaises conditions météorologiques, le report des prises de vues et de sons est autorisé sous réserve d'en informer le service territorial concerné, 24h00 à l'avance par courriel ou contact direct.

Contact - service territorial « Verdon »

chef de S.T : FRIBOURG Xavier (xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr)

adjoint : CULOTTA Jean-Marc (jean-marc.culotta@mercantour-parcnational.fr)

☎ : 0492830418

Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations des bénéficiaires vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose les bénéficiaires à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.


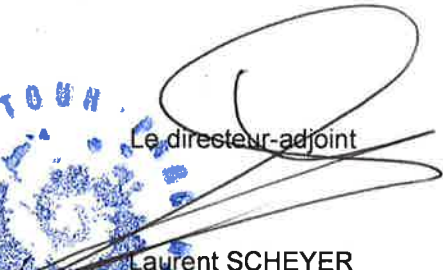
Article 7 : Responsabilité

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée aux bénéficiaires et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 7 août 2019

 
Le directeur-adjoint
Laurent SCHEYER

Copies :

- service territorial « Verdon »

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.